

Foire aux questions

Aide Nouvelle-Calédonie pour les entreprises créées au plus tard le 31 mars 2024 et n'ayant pas d'exercice clos en 2023

Version du 14 octobre 2024

Les réponses à vos principales questions

1. Qu'est-ce que l'aide Nouvelle-Calédonie ?.....	2
2. Au titre de quelle période l'aide est-elle instituée ?.....	2
3. Qu'est-ce qu'une entreprise au sens du décret instaurant l'aide ?.....	2
4. Quelles entreprises peuvent prétendre à l'aide ?.....	2
5. Comment demander l'aide Nouvelle-Calédonie ?.....	2
6. Comment l'aide est-elle calculée ?.....	3
7. Quelles sont les conditions pour bénéficier de cette aide ?.....	3
8. Quel chiffre d'affaires dois-je renseigner dans le formulaire ?.....	3
9. Je suis une personne de droit public, suis-je éligible ?.....	3
10. Dois-je déposer un formulaire chaque mois ?.....	3
11. Quelles références bancaires dois-je indiquer ?.....	3
12. Mon entreprise fait l'objet d'une procédure collective, peut-elle bénéficier de l'aide ?.....	4
13. Que se passe-t-il après avoir déposé mon formulaire de demande ?.....	4
14. Comment remplir la rubrique « 2. Identification de l'entreprise » ?.....	4
15. Comment réduire le délai de traitement ? Quels sont les principaux motifs de rejet des demandes ?.....	4
16. Que se passe-t-il en cas de contrôles ?.....	5

1. Qu'est-ce que l'aide Nouvelle-Calédonie ?

L'aide Nouvelle-Calédonie est une aide financière de l'État instaurée par le décret [n° 2024-512 du 6 juin 2024](#) et modifiée par les décrets [n° 2024-716 du 5 juillet 2024](#), [n° 2024-844 du 17 juillet 2024](#) et [n° 2024-931 du 11 octobre 2024](#). Elle est destinée aux entreprises exerçant une activité économique en Nouvelle-Calédonie et particulièrement touchées par les conséquences économiques résultant de la crise qui a débuté mi-mai 2024.

2. Au titre de quelle période l'aide est-elle instituée ?

L'aide couvre les périodes de mai, juin, juillet et août 2024. Un formulaire est accessible pour chacune de ces périodes sur impots.gouv.fr pour bénéficier de l'aide. **Il est nécessaire de déposer une demande pour chaque mois.**

3. Qu'est-ce qu'une entreprise au sens du décret instaurant l'aide ?

Il s'agit des personnes physiques et des personnes morales de droit privé, résidentes fiscales en Nouvelle-Calédonie exerçant une activité économique. Elles doivent également être immatriculées au Répertoire des Entreprises et des Établissements.

4. Quelles entreprises peuvent prétendre à l'aide ?

L'aide s'adresse aux indépendants, TPE et PME, c'est-à-dire aux entreprises dont l'effectif est inférieur ou égal à 250 salariés et dont le montant de leur chiffre d'affaires mensuel moyen depuis leur création est inférieur à 500 millions de francs CFP au niveau du groupe.

L'aide s'adresse également aux entreprises qui contrôlent ou sont contrôlées par une ou plusieurs personnes physique ou morales au sens de l'article L. 233-33 du commerce, si elles respectent les seuils précités ci-dessus au niveau du groupe.

Pour la période de mai 2024, les entreprises doivent avoir subi une perte d'au moins 25% entre le chiffre d'affaires réalisé en mai 2024 et celui réalisé en avril 2024.

Pour les périodes de juin et juillet 2024, les entreprises doivent avoir subi une perte d'au moins 50% entre le chiffre d'affaires réalisé respectivement en juin 2024 ou juillet 2024 et celui réalisé en avril 2024.

Pour la période d'août 2024, les entreprises doivent avoir subi une perte d'au moins 30 % entre le chiffre d'affaires réalisé en août 2024 et celui réalisé en avril 2024.

5. Comment demander l'aide Nouvelle-Calédonie ?

La demande d'aide était réalisée par voie dématérialisée **au plus tard le 31 août 2024** pour les formulaires de mai et juin 2024 **et au plus tard le 30 septembre 2024** pour le formulaire de juillet 2024.

En ce qui concerne le formulaire du mois d'août 2024, mis en ligne le 14 octobre 2024, la demande doit être effectuée au plus tard le 30 novembre 2024. Il est accessible depuis le [site impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr).

Après le dépôt de la demande, vous recevrez un message vous informant de sa prise en compte accompagnée de son numéro d'enregistrement. Un second message vous parviendra suite au traitement de votre demande.

6. Comment l'aide est-elle calculée ?

Le montant mensuel de l'aide pour chaque entreprise est de 750 euros pour le mois de mai 2024 et 1 500 euros pour les mois de juin, juillet et août 2024.

7. Quelles sont les conditions pour bénéficier de cette aide ?

Pour les périodes de mai, juin et juillet 2024, les entreprises éligibles sont celles qui ont été créées **entre le 1^{er} décembre 2022 et le 31 mars 2024**.

Pour la période d'août 2024, les entreprises éligibles sont celles qui ont été créées au plus tard le 31 mars 2024 et qui n'ont pas d'exercice clos en 2023.

Elles doivent être à jour de leurs obligations déclaratives fiscales et sociales à la date du 30 avril 2024 ou avoir régularisé leur situation déclarative à la date de dépôt de la demande d'aide.

Elles ne doivent pas avoir de dettes fiscales ou sociales à la date du 30 avril 2024, à l'exception de celles qui, à la date de dépôt de la demande d'aide, ont été réglées ou sont couvertes par un plan de règlement respecté. Il n'est toutefois pas tenu compte des dettes fiscales ou sociales inférieures ou égales à un montant total de 180 000 francs CFP, ou dont l'existence ou le montant font l'objet, au 30 avril 2024, d'un contentieux pour lequel une décision définitive n'est pas intervenue.

Les personnes physiques ou, pour les personnes morales, leur dirigeant majoritaire ne doivent pas être titulaires, au 1^{er} mai 2024, d'un contrat de travail à temps complet ou d'une pension de vieillesse et n'ont pas bénéficié, au cours de la période comprise entre le 1^{er} mai 2024 et le 30 juin 2024, d'indemnités journalières de sécurité sociale d'un montant mensuel supérieur à 96 000 francs CFP.

8. Quel chiffre d'affaires dois-je renseigner dans le formulaire ?

Le chiffre d'affaires est le chiffre d'affaires hors taxes réalisé en Nouvelle-Calédonie ou bien, lorsque l'entreprise relève des bénéfices non commerciaux, comme les recettes nettes hors taxes encaissées en Nouvelle-Calédonie au titre des mois d'avril, mai, juin, juillet et août 2024.

9. Je suis une personne de droit public, suis-je éligible ?

Seules les personnes de droit privé peuvent prétendre à l'aide.

10. Dois-je déposer un formulaire chaque mois ?

Le formulaire doit être saisi pour chaque mois concerné par l'aide.

11. Quelles références bancaires dois-je indiquer ?

L'IBAN doit être exclusivement au nom de l'entreprise pour laquelle l'aide est demandée. Pour les entrepreneurs individuels, il doit être au nom de l'entrepreneur.

Toute demande avec le compte d'un tiers sera automatiquement rejetée.

12. Mon entreprise fait l'objet d'une procédure collective, peut-elle bénéficier de l'aide ?

Les entreprises qui se trouvaient en redressement ou liquidation judiciaire à la date du 30 avril 2024 ne sont pas éligibles.

13. Que se passe-t-il après avoir déposé mon formulaire de demande ?

Lors de l'instruction de votre dossier, des informations complémentaires peuvent vous être demandées permettant de justifier votre éligibilité à l'aide.

14. Comment remplir la rubrique « 2. Identification de l'entreprise » ?

Afin de sécuriser et accélérer le traitement de votre demande et éviter un rejet, il est important de **bien indiquer l'identifiant fiscal exact de votre entreprise ainsi que son RID** destinés à identifier le demandeur.

Pour éviter tout rejet de virement de la part de votre banque, **il est impératif de reprendre dans la rubrique « raison sociale » du formulaire, le nom qui figure dans la ligne « désignation » de l'avis RIDET de votre entreprise.**

En cas de doute sur le numéro RID ou la raison sociale à renseigner, il est recommandé de bien vérifier l'avis RIDET de la société avant de déposer le formulaire.

En cas de doute sur le numéro fiscal, les informations sont disponibles dans vos correspondances avec la Direction des Services Fiscaux de Nouvelle-Calédonie et/ou votre compte NC Connect.

15. Comme réduire le délai de traitement ? Quels sont les principaux motifs de rejet des demandes ?

Afin de sécuriser le paiement et d'accélérer le traitement de votre demande, il est impératif d'apporter un grand soin aux informations saisies. **Toute anomalie retardera son traitement ou conduira à un rejet.**

Il convient en conséquence d'être attentif à la qualité des données saisies sur le formulaire en ligne et notamment de **bien compléter l'identifiant fiscal exact de votre entreprise, son RID et sa raison sociale.** Un motif récurrent de rejet porte sur des identifiants fiscaux ou des numéros RID inconnus de la Direction des Services Fiscaux de Nouvelle-Calédonie.

En cas de défaillance fiscale ou sociale, vous avez la possibilité de régulariser votre situation avant le dépôt du formulaire demande d'aide. À défaut, un rejet sera prononcé pour ces motifs.

Le dépôt de plusieurs demandes pour une même période allongera le délai de traitement en raison des contrôles qui devront être effectués.

En cas de doute, veuillez vous rapprocher des chambres consulaires :

- par téléphone au numéro vert 05 03 03 (gratuit) ;
- par courriel à l'adresse caprelance@cci.nc pour les ressortissants de la chambre de commerce et d'industrie ;
- par courriel à l'adresse assistance@cma.nc pour les ressortissants de la chambre de métiers et de l'artisanat.

16. Que se passe-t-il en cas de contrôles ?

Si lors du contrôle de votre dossier, il est considéré que vous avez perçu à tort l'aide Nouvelle-Calédonie, les sommes indûment perçues feront l'objet d'une récupération.